

CAMERA DEI DEPUTATI Doc. XII-bis N. 68

ASSEMBLEA DELL'UNIONE DELL'EUROPA OCCIDENTALE ASSEMBLEA INTERPARLAMENTARE EUROPEA DELLA SICUREZZA E DELLA DIFESA

PRIMA PARTE DELLA QUARANTANOVESIMA SESSIONE ORDINARIA
(Strasburgo, 2-4 giugno 2003)

Raccomandazione n. 725 (1)
L'Europa e la nuova strategia per la sicurezza nazionale
degli Stati Uniti

Annunziata il 2 ottobre 2003

L'ASSEMBLÉE,

(i) Décidée à oeuvrer afin que le monde soit confronté à moins de violence et soit organisé en vue de plus de concertation et de dialogue, plus de pluralisme et de tolérance, une meilleure compréhension mutuelle et plus de stabilité;

(ii) Convaincue de la nécessité de développer toujours plus le droit international et de faire respecter la prééminence de ce droit;

(1) Adoptée par l'Assemblée le 4 juin 2003, au cours de la quatrième séance, sur la base du projet de recommandation amendé.

(iii) Rappelant que le recours à la force doit toujours être envisagé en dernier ressort et dans la légalité internationale conférée par les Nations unies;

(iv) Prenant en compte les éléments nouveaux comme les éléments constants de la politique étrangère des Etats-Unis exprimés dans les documents de base de la nouvelle stratégie de sécurité nationale et dans les positions et décisions de l'actuelle administration Bush;

(v) Tenant aussi compte du traumatisme provoqué par les terribles attentats du 11 septembre 2001 et de leurs répercus-

sions sur la politique intérieure américaine;

(vi) Considérant les orientations de la nouvelle stratégie de sécurité nationale américaine vers une accentuation de la défense des intérêts nationaux des Etats-Unis, tout en accordant une place croissante à leur capacité militaire;

(vii) Constatant que la nouvelle doctrine géostratégique développée par l'actuelle administration américaine n'exclut pas la guerre à titre préventif, les coalitions de volontaires en dehors des instruments multilatéraux et des alliances, ainsi que l'action unilatérale et que cela pourrait engendrer un danger pour la stabilité planétaire et un risque d'isolement des Etats-Unis, si ces derniers persistaient dans leur attitude unilatérale;

(viii) Estimant utile d'intensifier le dialogue franc et ouvert avec l'actuelle administration américaine afin de comprendre pleinement les notions développées dans la stratégie de sécurité nationale des Etats-Unis et leurs conséquences en matière de politique internationale, tout particulièrement par rapport à leurs alliés partisans du multilatéralisme;

(ix) Particulièrement préoccupée par les conséquences pour la sécurité mondiale et pour les relations transatlantiques de la nouvelle stratégie américaine;

(x) Craignant la marginalisation de l'Alliance atlantique au bénéfice de coalitions ad hoc sous la seule direction des Etats-Unis;

(xi) Favorable à un partenariat transatlantique solide, renouvelé, élargi et équilibré, basé sur le consensus;

(xii) Estimant qu'à long terme, le rôle militaire essentiel de l'Alliance atlantique devra s'accorder avec une véritable politique européenne de défense au sein de l'UE;

(xiii) Convaincue du droit et de l'obligation pour l'Europe de promouvoir ses valeurs et de défendre ses intérêts, ainsi

que d'exprimer, au besoin, ses différences avec ses alliés nord-américains;

(xiv) Soulignant que l'Union européenne et l'OTAN doivent se renforcer mutuellement et plaidant pour une coopération étroite entre les deux organisations;

(xv) Considérant que le terrorisme ne cesse de frapper en dépit des interventions militaires en Afghanistan et en Irak et que la guerre n'apparaît pas comme un instrument capable de l'arrêter;

(xvi) Soulignant que la lutte contre le terrorisme ne sera efficace que si elle s'attaque aux racines politiques et socio-économiques de ce fléau;

(xvii) Sachant qu'en dépit de leur puissance militaire, les Etats-Unis ne pourront pas à eux seuls, sans la coopération active de leurs alliés dans le monde, entreprendre toutes les actions nécessaires pour éradiquer le terrorisme mondial;

(xviii) Notant l'importance vitale pour l'Europe de se doter des moyens d'assurer la paix sur son propre territoire et de participer aussi à la sécurité internationale;

(xix) Estimant nécessaire que l'Europe défende pour le reste du monde les valeurs qu'elle défend pour elle-même, à savoir la prééminence du droit international, la démocratie, les droits de l'homme et le progrès social, sans volonté aucune d'hégémonie ni de domination, même si cela peut impliquer l'augmentation des budgets de défense en Europe;

(xx) Sachant qu'elle doit, pour ce faire, pouvoir compter sur une politique extérieure commune, incluant aussi une politique de sécurité et de défense commune;

(xxi) Tenant compte des propositions faites par l'Assemblée sur un concept de sécurité européenne dans les Résolutions n°s 111 et 112 dans les Recommandations n°s 538, 565, 589, 605, 620, 633, 678, 685 et 693;

(xxii) Consciente de l'incapacité des Européens, jusqu'à présent, à générer une véritable politique étrangère et de sécurité commune, en raison de leurs politiques nationales, de leurs conceptions distinctes du rôle de l'Europe dans le monde et de leurs approches différentes du rôle des Etats-Unis;

(xxiii) Reconnaissant également l'importance de renforcer les capacités militaires de l'UE pour qu'elle soit capable d'exercer une influence significative dans les affaires du monde;

(xxiv) Appuyant la relève de la force militaire de l'OTAN dans l'ARYM par l'UE, qui a pris effet le 31 mars dernier;

(xxv) Favorable au renforcement des structures et mécanismes de prise de décision de la PESC et de la PESD, et espérant que la Convention sur l'avenir de l'Europe fera des propositions ambitieuses dans ces domaines;

(xxvi) Soulignant qu'une Europe à la fois unifiée et forte dans un monde multipolaire sera bénéfique pour les Européens et pour les Etats-Unis, ainsi que pour la paix et la stabilité mondiales;

(xxvii) Considérant les propositions faites au Touquet lors du sommet franco-britannique ainsi que celles faites par les chefs d'Etat et de gouvernement de l'Allemagne, de la Belgique, de la France et du Luxembourg à Bruxelles, en vue de faire avancer l'Europe de la défense;

(xxviii) Tenant également compte des points d'accord résultant de la réunion informelle des ministres des affaires étrangères de l'UE, les 2 et 3 mai derniers à Rhodes et Castellorizo, et de la décision que l'UE doit se doter d'une doctrine stratégique de sécurité et de défense;

(xxix) Relevant les divergences transatlantiques et intra-européennes exprimées lors de la crise irakienne et tenant compte de la forte réaction des citoyens européens, qui ont amplement manifesté leur opposition à la guerre en Irak, en dépit

parfois de la position favorable de leurs propres gouvernements;

(xxx) Consciente de l'impact de la situation actuelle de crise internationale sur l'avenir des institutions fondamentales mises en place au cours des dernières décennies, notamment sur le rôle et le fonctionnement des Nations unies, de l'OTAN et de l'UE;

(xxxi) Considérant que la guerre en Irak ne peut que rappeler aux pays du monde le danger du nonrespect des résolutions des Nations unies;

(xxxii) Reconnaissant que la persistance du conflit israélo-palestinien constitue une des menaces les plus graves pour la paix et la stabilité au Proche-Orient;

(xxxiii) Considérant qu'il convient de tenter de convaincre les Etats-Unis, dans le cadre du dialogue avec l'actuelle administration américaine, que leur nouvelle stratégie de sécurité nationale, poussée à l'extrême, pourrait se révéler négative pour la stabilité mondiale, car la militarisation des conflits et l'unilatéralisme peuvent encourager le terrorisme et le réarmement et les Etats-Unis risquent d'être per us comme une superpuissance intransigeante et impérialiste;

(xxxiv) Reconnaissant que le Conseil de sécurité des Nations unies est l'instance à laquelle il appartient en premier de veiller au maintien de la paix et de la sécurité internationale, comme l'a reconnu l'UE lors du Conseil européen d'Helsinki en décembre 1999;

(xxxv) Considérant l'importance, pour la gestion des relations internationales, du respect par tous les Etats, y compris les Etats-Unis, de l'ensemble des réglementations, accords et conventions internationaux, notamment en matière d'interventions militaires et de désarmement;

(xxxvi) Soulignant que le rôle des Nations unies constitue un enjeu crucial pour l'avenir et qu'il faudrait actualiser, renforcer, voire réformer profondément cette

institution et notamment son Conseil de sécurité,

RECOMMANDE AU CONSEIL

1. De soutenir vigoureusement l'initiative au sein de l'UE visant à élaborer un Concept de sécurité de l'Europe, document qui définirait les valeurs et les intérêts européens en matière de paix et de sécurité, en complémentarité du document à vocation opérationnelle que sera le Livre européen sur la défense;

2. D'adopter, notamment dans ce Concept, une vision commune quant au rôle que devraient jouer les Nations unies dans des situations comme celle de la guerre en Irak et de l'après-guerre,

RECOMMANDE AU CONSEIL D'INCITER LES GOUVERNEMENTS DES PAYS DE L'UEO

3. A agir ensemble dans la politique internationale de manière à diminuer la tension et à offrir des issues positives aux conflits, en donnant plus de poids à la politique, à la diplomatie et à l'aide au développement, et moins à l'usage de la force;

4. A intensifier les échanges de vues entre les Etats-Unis et l'UE afin de parvenir à des positions communes sur la définition du phénomène terroriste et les mesures les plus appropriées pour lutter ensemble contre le terrorisme, tant par la coopération en matière de renseignement et de protection des populations civiles que par la coopération économique, l'aide au développement, le transfert de technologie et le dialogue interculturel;

5. A envisager la création d'un groupe de travail interparlementaire conjoint sur la politique de sécurité mondiale, auquel participeraient des délégations du Congrès américain, du Parlement européen et de l'Assemblée de l'UEO;

6. A utiliser au mieux le Forum transatlantique, établi au sein de l'UEO et dont les activités se poursuivent sous la responsabilité de l'Institut d'études de sécurité de l'UE, en vue d'intensifier les échanges de vues en matière de sécurité entre les Etats-Unis et l'Europe, en favorisant un débat public élargi aux parlementaires et aux citoyens de part et d'autre de l'Atlantique;

7. A user de leur influence au sein de l'ONU, de l'OSCE, de l'OTAN et de l'UE afin de favoriser la gestion des crises et la neutralisation des menaces qui pèsent sur la paix et la sécurité dans le monde par le biais d'un consensus multilatéral;

8. A défendre résolument, dans toutes les institutions internationales, le principe de l'autorisation explicite du Conseil de sécurité des Nations unies pour tout recours à la force;

9. A soutenir la Résolution 1483 des Nations unies et sa pleine mise en œuvre, y compris les droits des Irakiens à déterminer librement leur avenir politique et à avoir le contrôle de leurs ressources naturelles;

10. A approfondir les instruments politiques, diplomatiques, de renseignement et de police nécessaires pour mieux organiser la lutte contre le terrorisme international en faisant preuve d'une vision de l'avenir et en établissant une coopération plus intense de toute la communauté internationale démocratique;

11. A avancer vers des objectifs nouveaux dans la construction de l'Europe de la défense pour franchir une nouvelle étape et établir une coopération structurée entre les Etats membres intéressés à se doter de capacités permettant d'entreprendre des opérations militaires plus exigeantes;

12. A oeuvrer de concert, au sein de la Convention sur l'avenir de l'Europe, afin de créer les instruments susceptibles de

favoriser l'émergence d'une volonté politique commune des Etats membres de l'UE en matière de PESC et de PESD, en vue, à terme, d'une défense commune;

13. A s'accorder, dans le cadre de l'UE, sur une doctrine européenne de sécurité et de défense constituant un véritable Concept stratégique commun, identifiant les menaces partagées et les réponses conjointes et établissant à quoi doivent servir les capacités militaires européennes;

14. A débattre en même temps et de façon utile les propositions faites au sommet francobritannique du Touquet ainsi que celles présentées par les chefs d'Etat et de gouvernement de l'Allemagne, de la Belgique, de la France et du Luxembourg, qui reprennent celles constamment avancées par notre Assemblée;

15. A accroître leurs efforts en matière de défense par une interopérabilité accrue des forces et des équipements et, pour ce

faire, à introduire une vision, une coordination et une logique européennes aussi bien dans la PESD que dans les systèmes nationaux de défense, avec, au besoin, une augmentation des budgets de défense;

16. A agir au sein de l'OTAN en défendant devant nos alliés américains les valeurs et les intérêts européens dans un cadre constructif et non d'affrontement;

17. A faire en sorte que les relations entre l'UE et l'OTAN soient toujours constructives et fluides en renforçant les mécanismes institutionnels de coordination politique et la coopération opérationnelle entre les deux organisations;

18. A s'accorder à promouvoir les positions européennes au sein du Conseil de sécurité des Nations unies et le respect des décisions de ce dernier;

19. A conduire une réflexion commune sur la réforme des Nations unies.

N. B. Traduzione non ufficiale

Raccomandazione n. 725 (1)

L'Europa e la nuova strategia per la sicurezza nazionale degli Stati Uniti

L'Assemblea,

(i) Decisa ad operare affinché il mondo sia posto di fronte a minor violenza e sia organizzato in vista di una maggior concertazione e un maggior dialogo, più pluralismo e tolleranza, una migliore reciproca comprensione e maggior stabilità;

(ii) Convinta della necessità di sviluppare sempre più il diritto internazionale e di far rispettare la preminenza di tale diritto;

(iii) Ricordando come il ricorso alla forza debba sempre essere preso in considerazione come ultima possibilità nell'ambito della legalità internazionale conferita dalle Nazioni Unite;

(iv) Tenendo conto dei nuovi elementi, così come degli elementi costanti della politica estera degli Stati Uniti, espressi nei documenti base della nuova strategia per la sicurezza nazionale e nelle posizioni e decisioni adottate dall'attuale amministrazione Bush;

(v) Tenendo anche conto del trauma provocato dai terribili attentati dell'11 settembre 2001 e delle loro ripercussioni sulla politica interna americana;

(vi) Considerando gli orientamenti della nuova strategia per la sicurezza nazionale americana verso un'accentuazione della difesa degli interessi nazionali degli Stati

Uniti, nonché il ruolo più rilevante assegnato alla loro capacità militare;

(vii) Constatando che la nuova dottrina geostrategica sviluppata dall'attuale amministrazione americana non esclude la guerra a titolo preventivo, le coalizioni di volontari al di fuori degli strumenti multilaterali e delle alleanze, nonché l'azione unilaterale, e che ciò potrebbe generare un pericolo per la stabilità del pianeta ed un rischio d'isolamento degli Stati Uniti, qualora questi ultimi insistessero nel loro atteggiamento unilaterale;

(viii) Ritenendo utile intensificare il dialogo franco e aperto con l'attuale amministrazione americana per capire pienamente i concetti sviluppati nella strategia per la sicurezza nazionale degli Stati Uniti e le loro conseguenze in materia di politica internazionale, soprattutto in rapporto ai loro alleati fautori del multilateralismo;

(ix) Preoccupata in particolar modo a causa delle conseguenze che la nuova strategia americana può comportare per la sicurezza mondiale e per le relazioni transatlantiche;

(x) Nel timore che si possa verificare un'emarginazione dell'Alleanza atlantica a vantaggio di coalizioni *ad hoc* poste sotto la direzione dei soli Stati Uniti;

(xi) Favorevole ad un partenariato transatlantico stabile, rinnovato, ampliato ed equilibrato, basato sul consenso;

(1) Adottata dall'Assemblea in data 4 giugno 2003, nel corso della quarta seduta, sulla base della bozza di raccomandazione emendata.

(xii) Ritenendo che, nel lungo periodo, il ruolo militare essenziale dell'Alleanza atlantica dovrà conciliarsi con una vera e propria politica di difesa europea interna all'UE;

(xiii) Convinta del diritto e del dovere dell'Europa di promuovere i propri valori e di difendere i propri interessi, nonché di esprimere, se necessario, le proprie divergenze rispetto agli alleati nordamericani;

(xiv) Sottolineando che l'Unione europea e la NATO debbono rafforzarsi reciprocamente e perorare la causa di una stretta cooperazione tra le due organizzazioni;

(xv) Considerando che il terrorismo continua a colpire nonostante gli interventi militari in Afganistan e in Iraq e che la guerra non sembra uno strumento in grado di arrestarlo;

(xvi) Sottolineando che la lotta al terrorismo non potrà rivelarsi efficace se non attaccherà le radici politiche e socioeconomiche di questo flagello;

(xvii) Sapendo che, malgrado la loro potenza militare, gli Stati Uniti non potranno intraprendere da soli, senza la cooperazione attiva dei loro alleati nel mondo, tutte le azioni necessarie, volte a sradicare il terrorismo mondiale;

(xviii) Nel notare l'importanza vitale per l'Europa di dotarsi di mezzi atti ad assicurare la pace sul proprio territorio e di prendere parte alle operazioni volte a garantire la sicurezza internazionale;

(xix) Ritenendo necessario che l'Europa difenda per il resto del mondo i valori che essa difende per sé stessa, ovvero la preminenza del diritto internazionale, la democrazia, i diritti dell'uomo ed il progresso sociale, senza alcuna volontà di egemonia né di dominio, anche qualora ciò possa comportare l'aumento dei bilanci per la difesa in Europa;

(xx) Sapendo che deve, per far ciò, poter contare su una politica estera comune, che preveda anche una politica di sicurezza e di difesa comune;

(xxi) Tenendo conto delle proposte avanzate dall'Assemblea in merito ad un concetto di sicurezza europea nelle Risoluzioni n° 111 e 112 e nelle Raccomandazioni N° 538, 565, 589, 605, 620, 633, 678, 685 e 693;

(xxii) Cosciente dell'incapacità degli europei, fino a questo momento, di dar vita ad una vera politica estera e di sicurezza comune, a causa delle loro politiche nazionali, delle loro concezioni diverse del ruolo dell'Europa nel mondo e dei loro approcci diversi nei confronti del ruolo degli Stati Uniti;

(xxiii) Riconoscendo altresì l'importanza di potenziare le capacità militari dell'Ue affinché essa sia in grado di esercitare un'influenza significativa nelle questioni mondiali;

(xxiv) Sostenendo l'avvicinamento nell'Ex Repubblica Jugoslava di Macedonia della forza militare della NATO con quella dell'UE, in vigore dal 31 marzo u.s.;

(xxv) Favorevole al potenziamento delle strutture e dei meccanismi decisionali della PESC e della PESD, e con l'auspicio che la Convenzione sul futuro dell'Europa presenti proposte ambiziose in questi settori;

(xxvi) Sottolineando che un'Europa che sia, al tempo stesso, unificata e forte in un mondo multipolare potrà rivelarsi vantaggiosa per gli europei e per gli Stati Uniti, nonché per la pace e la stabilità mondiali;

(xxvii) Considerando le proposte fatte a Le Touquet in occasione del vertice franco-britannico, così come quelle avanzate dai Capi di Stato e di Governo della Germania, del Belgio, della Francia e del Lussemburgo a Bruxelles, finalizzate ad un progresso dell'Europa della difesa;

(xxviii) Tenendo altresì in considerazione i punti di accordo risultanti dalla riunione informale dei Ministri degli esteri dell'UE, tenutasi il 2 e il 3 marzo a Rodi e a Kastelorizo, e la decisione che l'UE debba dotarsi di una dottrina strategica di sicurezza e di difesa;

(xxix) In riferimento alle divergenze a livello transatlantico e a quelle interne all'Europa sorte all'epoca della crisi irachena, e tenendo conto della forte reazione dei cittadini europei che hanno ampiamente manifestato la loro opposizione alla guerra in Iraq, a dispetto della posizione talvolta fortemente favorevole espressa dai loro stessi governi;

(xxx) Consapevole dell'impatto dell'attuale situazione di crisi internazionale sull'avvenire delle istituzioni fondamentali create nel corso degli ultimi decenni, principalmente sul ruolo e sul funzionamento delle Nazioni Unite, della NATO e dell'UE;

(xxxi) Considerando che la guerra in Iraq non può non ricordare ai paesi del mondo il pericolo rappresentato dalle violazioni delle risoluzioni delle Nazioni Unite;

(xxxii) Riconoscendo che il persistere del conflitto israelo-palestinese costituisce una delle minacce più gravi per la pace e la stabilità del Medio Oriente;

(xxxiii) Considerando l'opportunità del tentativo di convincere gli Stati Uniti, nel quadro del dialogo con l'attuale amministrazione americana, che la loro nuova strategia per la sicurezza nazionale, spinta all'estremo, potrebbe rivelarsi negativa per la stabilità mondiale, poiché la militarizzazione dei conflitti e l'unilateralità possono incoraggiare il terrorismo ed il riarmo e gli Stati Uniti rischiano di essere percepiti come una superpotenza intransigente ed imperialista;

(xxxiv) Riconoscendo che il Consiglio di Sicurezza delle Nazioni Unite è l'istituzione cui spetta in primo luogo di vigilare

sul mantenimento della pace e della sicurezza internazionale, come è stato riconosciuto dall'UE in occasione del Consiglio europeo di Helsinki nel dicembre del 1999;

(xxxv) Considerando l'importanza, per la gestione dei rapporti internazionali, del rispetto da parte di tutti gli Stati dell'insieme delle normative, degli accordi e delle convenzioni internazionali, principalmente in materia di intervento militare e di disarmo;

(xxxvi) Sottolineando che il ruolo delle Nazioni Unite è di importanza cruciale per il futuro e che sarebbe opportuno modernizzare, rafforzare, ovvero riformare profondamente questa istituzione e, in particolare modo, il Consiglio di Sicurezza,

RACCOMANDA AL CONSIGLIO

1. Di sostenere energicamente l'iniziativa interna all'UE finalizzata ad elaborare un concetto di sicurezza per l'Europa che dovrebbe definire i valori e gli interessi europei in materia di pace e di sicurezza ed essere complementare al documento di tipo operativo – il Libro europeo della difesa – attualmente in fase di stesura;

2. Di adottare, nell'ambito di tale concetto, una visione comune del ruolo che dovrebbero svolgere le Nazioni Unite in situazioni come quella della guerra in Iraq e del dopoguerra,

RACCOMANDA AL CONSIGLIO DI SOLLECITARE I GOVERNI DEI PAESI DELL'UEO

3. Ad agire congiuntamente per quel che attiene alla politica internazionale, in modo da attenuare la tensione e da offrire degli sbocchi positivi ai conflitti, conferendo una maggiore importanza alla politica, alla diplomazia e all'aiuto allo sviluppo, ed un peso minore all'uso della forza;

4. Ad intensificare gli scambi di vedute tra gli Stati Uniti e l'UE al fine di pervenire a posizioni comuni in merito alla definizione del fenomeno del terrorismo e alle misure più opportune per lottare insieme contro tale fenomeno, sia per quel che attiene alla cooperazione in materia di *intelligence* e di protezione della popolazione civile, sia per quel che riguarda la cooperazione economica, l'aiuto allo sviluppo, il trasferimento delle tecnologie ed il dialogo tra le diverse culture;

5. A prevedere la creazione di un gruppo di lavoro interparlamentare congiunto sulla politica per la sicurezza mondiale, al quale prenderebbero parte delegazioni del Congresso americano, del Parlamento europeo e dell'Assemblea dell'UEO;

6. Ad utilizzare al meglio il Forum transatlantico, istituito all'interno dell'UEO, le cui attività proseguono sotto la guida dell'Istituto europeo per gli studi sulla sicurezza dell'UE, in vista dell'intensificarsi degli scambi di vedute in materia di sicurezza tra gli Stati Uniti e l'Europa, favorendo così un dibattito pubblico, esteso ai parlamentari ed ai cittadini, da una parte all'altra dell'Atlantico;

7. Ad utilizzare la loro influenza all'interno dell'ONU, dell'OSCE, della NATO e dell'UE al fine di agevolare la gestione delle crisi e la neutralizzazione delle minacce che gravano sulla pace e sulla sicurezza mondiali, mediante un consenso multilaterale;

8. A difendere con determinazione, in tutte le istituzioni internazionali, il principio dell'autorizzazione esplicita del Consiglio di Sicurezza delle Nazioni Unite per qualsiasi ricorso alla forza;

9. A sostenere la Risoluzione 1483 del Consiglio di Sicurezza delle Nazioni Unite e la sua piena attuazione, includendo le disposizioni relative al diritto degli iracheni di scegliere liberamente il loro av-

venire politico e di avere il controllo delle proprie risorse naturali;

10. A perfezionare gli strumenti politici, diplomatici, di *intelligence* e di polizia necessari ad organizzare con maggior efficacia la lotta contro il terrorismo internazionale dando prova di una visione del futuro e stabilendo una cooperazione più intensa di tutta la comunità democratica internazionale;

11. Ad avanzare verso nuovi obiettivi nella costruzione dell'Europa della difesa per superare una nuova tappa e stabilire una cooperazione strutturata tra gli Stati membri interessati a dotarsi di capacità che consentano di intraprendere azioni militari più complesse;

12. Ad operare in modo concertato, nell'ambito della Convenzione sul futuro dell'Europa, al fine di creare gli strumenti atti a favorire il sorgere di una volontà politica comune agli Stati membri dell'UE in materia di PESC e di PESD, in vista della creazione, nel lungo periodo, di una difesa comune;

13. Ad accordarsi, nell'ambito dell'UE, in merito ad una dottrina europea della sicurezza e della difesa che costituisca un vero concetto strategico comune, identificando le minacce condivise e le reazioni congiunte e stabilendo gli usi delle capacità militari europee;

14. A discutere contemporaneamente, e in modo costruttivo, le proposte avanzate nel corso del vertice franco-britannico di Le Touquet, nonché quelle presentate dai Capi di Stato e di Governo della Germania, del Belgio, della Francia e del Lussemburgo che riprendono quelle avanzate costantemente dalla nostra Assemblea;

15. Ad intensificare i loro sforzi in materia di difesa per un aumento dell'interoperatività delle forze e delle strutture e, a tal fine, ad introdurre una visione, un coordinamento ed una logica europee, sia nella PESD sia nell'ambito dei sistemi

nazionali di difesa, prevedendo, se necessario, un aumento dei bilanci per la difesa;

16. Ad agire all'interno della NATO difendendo nei confronti dei nostri alleati americani i valori e gli interessi europei in un ambito costruttivo e non di scontro;

17. A fare in modo che le relazioni tra l'UE e la NATO siano sempre costruttive e fluide rafforzando i meccanismi istituzio-

nali per il coordinamento politico e la cooperazione a livello operativo tra le due organizzazioni;

18. Ad accordarsi per promuovere le posizioni europee all'interno del Consiglio di Sicurezza delle Nazioni Unite, nonché il rispetto per le decisioni di quest'ultimo;

19. A condurre una riflessione comune sulla riforma delle Nazioni Unite.